LA LETTRE DE L'UGICT
NEWSLETTER HEBDO DE LA CGT DES CADRES ET TECHNICIEN-NES
Semaine du 21 au 27 septembre 2009 N°272

SOMMAIRE

- Meilleurtaux.com : 80 suppressions d'emplois
- Spectacle vivant : les professionnels appelés à la mobilisation lundi
- AFPA : les syndicats mobilisent contre le transfert à Pôle emploi
- Agence France Presse : une grève pour l'indépendance
- Emploi : le pire est à venir
- Renault : les ingénieurs en chômage le vendredi
- PME : les cadres y gagent 4 500 euros de moins par an
- Enseignement : le niveau scolaire fortement déterminé par le milieu social
- Classes « prépa » : 30 % d'élèves boursiers à la rentrée

ÉDITO

CHRISTIAN ESTROSI JOUE LES POMPIERS MÉDIATIQUES

Depuis que certaines annonces de fermetures d'entreprises crèvent l'écran, le ministre de l'Industrie est chargé de décliner les rodomontades présidentielles et de fustiger les patrons indélicats, afin de faire croire que le gouvernement a une politique industrielle et qu'il ne s'en laissera pas compter par le capitalisme sauvage. Réussira-t-il chez Wipro à Sofia Antipolis à faire mieux que chez Molex ? Cette affaire qui touche 61 ingénieurs en Recherche et Développement est apparue au grand jour parce qu'elle repose la question des aides publiques. Le ministre a jugé *« indigne »* l'attitude des dirigeants, en rappelant que *« l'entreprise a bénéficié au titre du Crédit Impôt Recherche d'un montant de 5 millions d'euros sur trois ans . […] Un tel dévoiement de ce dispositif qui favorise les investissements dans le domaine de la Recherche et de l'Innovation et qui permet le développement de l'activité et la création d'emplois est inadmissible »* a-t-il ajouté. On imagine bien l'effet produit par cette admonestation sur les patrons indiens de Wipro. Lorsque l'on se souvient de la manière dont M.Mittal s'est assis sur les promesses de Nicolas Sarkozy aux ouvriers de Grandrange, on imagine sans peine l'anxiété de ces managers convoqués cette semaine chez le ministre. Qu'ont-ils à craindre ? Rien d'un point de vue légal semble-t-il ? L'opprobre ? Ne rêvons pas, on entrerait dans un débat moral qui n'est pas vraiment de saison en cette période de crise. Le ministre leur a laissé 15 jours pour faire la preuve *« qu'ils ne sont pas des patrons sans scrupules »*. Christian Estrosi a couvert et cautionné des manœuvres illégales des patrons américains de Molex qui viennent d'aboutir au désastre social que l'on sait. Si la manière dont l'État a traité le dossier Molex préfigure ce que peuvent être les états généraux de l'industrie annoncés début septembre par Nicolas Sarkozy, *« il y a de quoi être pessimiste »,* s'est inquiété le Secrétaire général de la CGT. Pourtant, il y a urgence ! Car dans le domaine de la Recherche et Développement aussi notre pays est en train de laisser filer ses capacités. C'est ainsi que le bassin pour Sophia Antipolis est particulièrement sinistré. Entre Texas Instrument, ST-Ericsson ou Alcatel Lucent, 700 emplois seraient menacés, en attendant peut-être d'autres charrettes du côté de HP et de Schneider. En s'amputant de ce secteur stratégique, la France se prive des possibilités de rebondir.

Meilleurtaux.com : 80 suppressions d'emplois

Le courtier en crédit immobilier *Meilleurtaux.com*, qui affiche des pertes depuis deux ans, va lancer un *« plan de reconquête »* visant un retour à l'équilibre dès 2010 et prévoit à cette fin le départ de 80 salariés. *Meilleurtaux.com* va fermer 9 agences sur 46 et compte se séparer de 80 salariés, dont *« un certain nombre de départs volontaires ».*

Spectacle vivant : les professionnels appelés à la mobilisation lundi

Cinq organisations d'employeurs et de salariés du spectacle vivant (théâtre, musique, danse...), dont la CGT-Spectacle appellent à une journée de « *mobilisation* » lundi afin d'obtenir une « *politique artistique et culturelle ambitieuse* ».
Le nouveau ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, a clos en juillet les Entretiens de Valois, censés préparer la réforme de l'action de l'État dans le domaine du spectacle, en lien avec les professionnels et les collectivités locales.
Les organisations d'employeurs et de salariés n'ont pas caché leur déception face aux conclusions de ces Entretiens, ni leurs critiques concernant le nouveau Conseil pour la création artistique animé par Marin Karmitz, accusé de « *court-circuiter* » le ministère de la Culture.

AFPA : les syndicats mobilisent contre le transfert à Pôle emploi

Quatre syndicats (CGT, CFDT, FO et Sud) de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) appellent à manifester devant le Sénat, pour exiger la suspension d'un article du projet de loi qui prévoit le transfert vers Pôle emploi, au plus tard le 1er avril 2010, d'une partie des salariés de l'AFPA chargés de l'orientation des demandeurs d'emploi.
La CGT appelle également à la grève ce jour-là. Selon les syndicats, cet article est *« préjudiciable »* à l'AFPA, *« pour laquelle le transfert des personnels des services d'orientation met en cause sa capacité à maintenir sa mission même de formation et d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi ».*
Il est aussi *« préjudiciable »* à Pôle emploi *«qui doit en ce moment surmonter un certain nombre de difficultés inhérentes à la mise en oeuvre de la fusion et à la situation économique »,* ont-ils expliqué début septembre dans un argumentaire adressé aux sénateurs.

Agence France Presse : une grève pour l'indépendance

Une grève de six heures a perturbé jeudi le service France de l'AFP alors qu'un comité d'entreprise a débattu du projet de réforme du statut de l'agence, porté par la direction au nom de son développement mais combattu par les syndicats au nom de son indépendance.
Les syndicats CGT, SNJ, FO et Sud avaient exigé mercredi au cours d'une assemblée générale le retrait du projet de réforme tandis que la CFDT demandait son *« gel immédiat »*. Pour le SNJ-CGT, *« la transformation de l'agence en société anonyme à capitaux publics viendrait parachever l'entreprise méthodique d'élimination de tous les contre-pouvoirs menée par l'exécutif »*, citant la nomination du président de France Télévision en Conseil des ministres, le plan social à RFI ou la réforme de l'instruction. Tous les syndicats ont réclamé la convocation d'une table ronde réunissant État, direction, syndicats et clients de l'AFP, parlementaires, sur l'avenir de l'agence.

Emploi : le pire est à venir

Sur le front de l'emploi, le pire de la récession est encore devant nous, souligne l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), dans son rapport annuel « *Perspectives de l'emploi* ». C'est notamment le cas en Allemagne, France et Italie.
Selon l'OCDE, le pronostic établi en mars d'un taux de chômage moyen jamais vu dans les 30 pays de la zone, tutoyant les 10 % fin 2010, est maintenu malgré un espoir de reprise de l'activité à l'horizon, pointé dans le rapport.

Renault : les ingénieurs en chômage le vendredi

En application du contrat social de crise signé au mois d'avril (sauf par la CGT), 17 000 salariés du groupe ne travailleront pas tous les vendredis jusqu'à la fin de l'année, soit 19 jours de chômage.
Des projets ont été retardés ou même supprimés et il y a par conséquent moins de travail pour les ingénieurs.
La CGT de Renault affirme que 1 000 ingénieurs sont partis dans le cadre du plan de départs volontaires du groupe et estime que ces mesures de chômage partiel n'ont donc pas lieu d'être.

PME : les cadres y gagnent 4500 euros de moins par an

Le salarié cadre d'une PME gagne en moyenne 4 500 euros de moins que dans une grande entreprise, selon le baromètre annuel des rémunération *L'Entreprise /Observatoire des salaires*.

Un cadre gagne en moyenne 41 000 euros dans une entreprise de moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires, contre 45 555 euros dans une grande entreprise (plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires). Selon l'Entreprise, *« cet écart, qui pénalise les PME quand le recrutement est tendu, peut jouer en leur faveur quand il y a moins d'offres d'emploi que de demandes. Et quand les jeunes diplômés, ingénieurs et cadres commerciaux, trouvent moins à s'embaucher dans les grands cabinets d'audit et de conseil ou les multinationales de tous ordres. Ce qui est le cas aujourd'hui. »*

Entre avril 2008 et mai 2009, le salaire moyen annuel des ingénieurs et des cadres n'a progressé que de 1,1 % dans les PME. L'écart se creuse avec les grandes entreprises : 11 % en 2009 ; 10 % en 2008, indique *l'Entreprise*.

Enseignement : le niveau scolaire fortement déterminé par le milieu social

La France partage avec la République tchèque un triste palmarès, celui d'être parmi les pays où l'origine sociale influence le plus le niveau scolaire. Une influence qui s'exerce par des éléments très divers : le niveau de vie (conditions d'étude, recours aux cours privés, etc.), l'éducation (aide aux devoirs, lectures, etc.) et diverses pratiques (langage, loisirs, etc.).

Le résultat tiré des enquêtes menées par l'OCDE sur le niveau scolaire à l'âge de 15 ans est valable en mathématiques, mais aussi en sciences ou à l'écrit. 55 % des élèves de classes préparatoires sont enfants de cadres ou de professions libérales, tandis que seuls 16 % ont des parents ouvriers, inactifs ou employés. A mesure que le niveau d'études augmente, la proportion d'élèves des couches sociales les moins favorisées diminue. Alors que les enfants d'ouvriers, d'inactifs et d'employés représentent la majorité des élèves de sixième (56 % pour les deux catégories cumulées), ils ne constituent qu'une faible part (16 %) des élèves de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

Classes « *prépa* » : 30 % d'élèves boursiers à la rentrée

Sur les 42 400 étudiants attendus cette année en 1ère année de « *prépa* », 13 000 sont boursiers, soit 30 % d'entre eux, contre 23 % l'an dernier, selon des chiffres encore provisoires diffusés jeudi par le ministère de l'Enseignement supérieur. Mais ce bond est partiellement dû au fait que beaucoup plus d'étudiants ont désormais droit à des bourses à critères sociaux. Le plafond du revenu parental pris en compte pour l'obtention d'une bourse a été relevé en 2008 de quelque 5 000 euros, ce qui a permis à 50 000 étudiants supplémentaires d'obtenir une bourse. Parmi les boursiers en classes prépa, deux tiers ont des bourses de niveau 1 à 6, un tiers de niveau 0, l'échelon le plus bas qui dispense de frais d'inscription, a indiqué vendredi le ministère.